

Point actualités Coronavirus – Allemagne (03/04)
FAM d'après informations SER / CAA de la zone

Résumé :

Le gouvernement prévoit de faire entrer des contingents de saisonniers étrangers en Allemagne : il s'agirait de 80 000 saisonniers au total sur les mois de mai et juin. Arrivant uniquement par la voie aérienne, les travailleurs devront être prise en charge dès l'aéroport par les agriculteurs qui doivent mettre en œuvre des règles complémentaires pour limiter le risque de contamination, comme l'organisation en petits groupes de l'hébergement, des transports et du travail.

Marché du lait : la crise COVID-19 exige des réponses - l'aide au stockage privé et des initiatives de filière nécessaires : le syndicat agricole majoritaire demande le déclenchement du stockage privé pour contrecarrer les effets de la crise, tout en engageant la filière à développer des outils de planification et pilotage des volumes.

2^{ème} rapport du DBV sur l'état des marchés dans le contexte du COVID-19 : messages assez rassurants après les perturbations des dernières semaines, situation préoccupante sur certains produits animaux (produits laitiers dont poudre de lait, bœuf et agneau) et pour la pomme de terre destinée à la production de frites et quelques légumes en frais, difficultés d'approvisionnement en soja bio, prix élevé pour le soja conventionnel ; nouveau : insistance du DBV sur l'importance de soutenir les productions nationales (et de limiter les importations).

Le gouvernement prévoit de faire entrer des contingents de saisonniers en Allemagne (80 000 au total)

La pression politique a porté ses effets. L'interdiction d'entrée pour les travailleurs saisonniers, en vigueur depuis 25 mars, sera assouplie dans le cadre d'un dispositif sur lequel se sont mis d'accord le ministère fédéral de l'agriculture et le ministère fédéral de l'intérieur. Il a été construit en lien avec l'Institut Robert Koch (RKI) et le syndicat agricole majoritaire (DBV).

Des contingents de 40 000 travailleurs saisonniers doivent être ainsi autorisés à entrer sur le territoire fédéral en avril et en mai. Autour de 20 000 travailleurs avaient déjà pu se rendre en Allemagne avant la fermeture des frontières, ce sont environ 100 000 travailleurs saisonniers, principalement originaires de Roumanie et de Bulgarie, qui pourraient être disponibles à partir du mois de mai. L'arrivée ne pourra se faire que par voie aérienne. La police fédérale, en collaboration avec les syndicats régionaux d'agriculteurs, doit déterminer les aéroports par lesquels l'entrée sera autorisée. Les arrivants devront se soumettre à un contrôle sanitaire normalisé à l'entrée.

Les travailleurs devront être accueillis directement à l'aéroport par les exploitants agricoles, qui devront veiller à ce que le travail et la vie en commun se déroulent par groupes fixes de cinq à dix personnes (pas plus d'une vingtaine). À l'exception des groupes familiaux, les chambres pourront être occupées au maximum à la moitié de leur capacité. Des règles d'hygiène détaillées doivent être respectées dans les établissements d'hébergement et également pendant le travail et le transport entre le logement et le lieu de travail. Pendant les 14 premiers jours, les travailleurs saisonniers sont soumis à une quarantaine de facto. Cela signifie qu'ils doivent être logés et déployés sur les sites de travail séparément des travailleurs actuels.

La vice-présidente du groupe parlementaire CDU/CSU, Gitta Connemann, qui avait écrit à ce sujet aux ministres de l'agriculture (CDU) et de l'intérieur (CSU), a qualifié la décision de « signal fort pour

nos exploitations ». Le président du syndicat DBV, Joachim Rukwied, s'est vivement félicité de ce que le gouvernement fédéral ait accepté d'autoriser l'entrée de travailleurs saisonniers supplémentaires d'Europe de l'Est : « nos fermes respecteront strictement les directives de l'Institut Robert Koch afin de maintenir le risque d'infection aussi bas que possible. Ces règles nous aideront à rester en forme pour le travail". Même soulagement de la part du président de la fédération patronale agricole et forestière (GLFA). Selon lui, les importants besoins en main-d'œuvre saisonnière des semaines à venir n'auraient pas pu être satisfaits malgré l'offre d'assistance gratifiante du personnel domestique.

En effet, la directrice de la GLFA rapporte que les premières expériences avec des saisonniers nationaux donnent à réfléchir. « Au départ, dix personnes sont prêtes à aider, mais après quelques jours, il n'y en reste souvent plus que deux ou trois », les autres estimant que le travail est trop monotone ou trop pénible. Les travailleurs nationaux travaillent moins longtemps par jour ou par semaine que leurs collègues étrangers et sont en général seulement intéressés par des temps partiels, en particulier pour ceux qui sont en chômage partiel. Ces derniers veulent éviter d'amputer leur indemnité, le plafond des revenus complémentaires restant trop bas. Un autre problème pour les exploitations est le manque de visibilité car la grande majorité des personnes intéressées ne souhaite pas s'engager après 19 avril, première date à laquelle les restrictions dues à la pandémie pourraient être assouplies.

Marché du lait : la crise COVID-19 exige des réponses - L'aide au stockage privé et des initiatives de filière nécessaires

Le vice-président du DBV, Karsten Schmal, chargé de la filière laitière appelle la Commission européenne à réagir. Il déclare : "S'il existe une situation de marché qui justifie une aide au stockage privé des produits laitiers, c'est bien celle que nous vivons aujourd'hui. La Commission européenne et les États membres de l'UE sont donc invités à ouvrir rapidement cet instrument". Les modifications profondes des circuits logistiques et de distribution des produits laitiers qui se sont produites rapidement doivent être contrecarrées par des mesures disponibles et applicables à court terme. Selon leurs spécialités, les transformateurs de lait sont touchés différemment. Alors que les contrats pour le beurre et le fromage à pâte mi-dure entre les laiteries et les grands distributeurs ont été conclus cette semaine avec une augmentation de prix, les volumes des ventes dans l'hôtellerie et la restauration ainsi que les exportations sont en baisse. La stratégie 2030 de l'industrie laitière allemande prévoit que les laiteries doivent, en lien avec les producteurs, développer des solutions pour atténuer les conséquences des fluctuations de prix. Cela comprend des outils de planification et de pilotage des volumes de lait ainsi que des modèles à prix fixes. « À cet égard, les laiteries allemandes restent à la traîne par rapport à leurs concurrents internationaux et aux autres secteurs agricoles » conclut Karsten Schmal.

2^{ème} rapport du DBV sur l'état des marchés dans le contexte du COVID-19

- **Lait et dérivés** : la demande produits de longue durée et pour le consommateur final a augmenté ; les produits des filières jaunes (beurre et fromages) sont bien rémunérés, sur la poudre de lait dominant les incertitudes sur la reprise de la demande et de l'activité portuaire en Chine ; le prix au producteur est stabilisé à 33 ct/kg, dans la moyenne interannuelle avec un volume un peu plus élevée que l'année précédente ; baisse du prix sur les marchés à terme.
- **Porcins** : la baisse de l'offre en porc de boucherie s'équilibre avec la demande ; au 1^{er} avril, le prix de référence (VZBV) s'établissait à 1,89 €/kg ; en frais, contraction de la demande après l'augmentation de ces dernières semaines avec espoir d'un nouveau rebond ; en congelé, la demande chinoise reprend et les abattoirs tentent de reconstituer leurs stocks de viande congelée.
- **Bovins** : la viande de bœuf souffre particulièrement de la quasi-disparition de la restauration hors foyers et l'augmentation en prix et volume habituelle pour Pâques est inexistante ; après une chute,

les prix se stabilisent mais l'offre en animaux finis reste élevée et devrait peser encore durablement sur les prix.

- **Ovins** : jusqu'au début de mars, les prix se sont maintenus autour de 6€/kg mais accusent une baisse de 30% en une semaine.

- **Œufs** : la forte demande des consommateurs entraîne une tension sur les produits certifiés qualité (KAT) et des difficultés en logistique et emballage.

- **Volaille** : la production domestique est portée par l'augmentation des prix des produits importés ; après un pic de demande, les prix se stabilisent avec une baisse sur la dinde.

- **Céréales** : le prix du blé augmente en réponse à la demande des consommateurs ; l'inquiétude sur la limitation des exportations russes est tempérée par la taille du quota autorisé jugé suffisant.

- **Pommes** : demande dynamique et prix en légère hausse ; stocks suffisants pour tenir jusqu'à la prochaine récolte.

- **Légumes « stockables »** (choux, poireaux, carottes, oignons) : consommations des stocks stable, prix stabilisés après les turbulences de la semaine 12 ; difficultés d'écouler le concombre et la rhubarbe.

- **Importations de fruits et légumes (IT/ES/NL/BE)** : stabilisation des prix après une envolée, des demandes de la distribution « par vagues ».

- **Pomme de terre** : la disparition du débouché RHF génère de grandes difficultés dans la filière frites et un marché submergé en matière premières et des opérateurs qui réduisent ou arrêtent leur production ; bon résultat au contraire pour la pomme de terre destinée au consommateur final.

- **Produits Bio** : augmentation de la demande, + 30 à 60 % dans les circuits de distribution spécialisés ; difficultés pour la vente directe avec la fermeture partielle des marchés ; approvisionnement difficile en soja bio du fait de la fermeture de la Chine et de l'Inde, premiers pays producteurs.

- **Alimentation animale** : Difficultés logistiques résorbées pour la route et la voie d'eau, mais incertitude sur la Hongrie (Danube) ; également résolu : tension et prix élevés sur préparations de vitamines en provenance de Chine ; commande de précaution des agriculteurs en aliments mélangés impliquant une demande plus forte en composant protéinés : +19% sur le prix du tourteau de soja et +16 % pour le tourteau de colza.

A noter : assez nouvelle en Allemagne (prompte à condamner ces discours considérés comme protectionnistes) pour être soulignée, l'insistance du DBV sur l'importance de soutenir les productions nationales (et de limiter les importations) notamment en bœuf et en protéines, avec en particulier la production de biocarburants qui génère des coproduits pour l'alimentation animale.